

DECISION N°2020-L0238/ARCOP/ORD

sur recours de CIRAD SARL contre les résultats provisoires de la demande de cotation n°2020-06/MEEVCC/SG/PIF pour l'acquisition d'un GPS RTK au profit du cadastre pour faciliter leur intervention dans les trente-deux communes d'intervention et la conception et installation des panneaux d'ancrage territorial dans les trente-deux (32) communes d'intervention des cartes et auto collants au profit du Programme d'investissement forestier (lot 02).

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** *la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public, ensemble ses modificatifs ;*
- Vu** *le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;*
- Sur** *recours par lettre en date du 26 mai 2020 de CIRAD SARL contre les résultats provisoires de la demande de cotation ci-dessus citée (lot 02) ;*

présidé par Madame Léa ZAGRE/RIMTOUMDA, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Monsieur Aly SANOU, membre de l'ORD ;
- Monsieur Idrissa OUATTARA, membre de l'ORD ;
- Messieurs Modeste YAMEOGO, B. Adama OUEDRAOGO et A. Dramane SAKANDE, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et conformément à la décision n°2020-0056/ARCOP/PCR du 19 mars 2020 portant aménagement du fonctionnement de l'ORD, les parties n'ont pas été représentées ; cependant, dans le souci du respect du contradictoire, elles ont été invitées à produire leurs moyens de défenses par écrit dans un délai compatible avec les travaux de l'ORD ;

en dépit de cette diligence, ni l'autorité contractante, ni l'attributaire provisoire n'ont produit d'écritures dans le cadre de cette procédure ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que la demande de cotation sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes de l'article 24 du décret n°2017-0050 ci-dessus visé, l'ORD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne la contestation des résultats provisoires de la demande de cotation n°2020-06/MEEVCC/SG/PIF pour l'acquisition d'un GPS RTK au profit du cadastre pour faciliter leur intervention dans les trente-deux communes d'intervention et la conception et installation des panneaux d'ancrage territorial dans les trente-deux (32) communes d'intervention des cartes et auto collants au profit du Programme d'investissement forestier (lot 02) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 26 de la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique susvisée « Les délais de passation, de contrôle et de règlement de différends relatifs aux commandes publiques sont fixés comme suit :

- (...);
- pour le recours des candidats et soumissionnaires auprès de l'autorité contractante ou devant l'instance de recours non juridictionnel, selon qu'ils exercent un recours préalable devant l'autorité contractante qui est facultatif ou un recours, directement devant l'instance de recours non juridictionnel: deux jours ouvrables à compter du lendemain de la publication de l'avis d'appel à concurrence ou des résultats des travaux de la commission d'attribution des marchés ou de la réception de la lettre d'invitation selon le cas.

En cas d'exercice de recours préalable devant l'autorité contractante, celle-ci répond aux candidats ou soumissionnaires requérants dans les deux jours ouvrables à compter de sa saisine.

Lorsque la réponse de l'autorité contractante est insatisfaisante ou lorsqu'elle ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, les candidats ou soumissionnaires disposent de deux jours ouvrables à compter de l'échéance du délai imparti à l'autorité contractante, pour saisir l'instance de recours non juridictionnel ;
(...) » ;

considérant que les résultats provisoires de la demande de cotation ci-dessus citée ont été publiés dans le quotidien d'information l'Observateur Paalga du 15 mai 2020, et que le délai de recours auprès de l'autorité contractante ou de l'ORD courait jusqu'au mercredi 19 mai 2020 ; que CIRAD SARL a saisi l'autorité contractante par lettre en date du 18 mai 2020 ; que suite la réponse insatisfaisante de cette dernière par lettre en date du 20 mai 2020, le requérant a saisi l'ORD le 26 mai 2020 ; que la condition de délai susmentionnée a été respectée ; que, par ailleurs, le recours est conforme aux autres conditions de recevabilité prévues à l'article 28 du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

que, dès lors, il convient de le déclarer recevable ;

AU FOND :

sur les faits,

le Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et des Changements Climatiques a lancé la demande de cotation n°2020-06/MEEVCC/SG/PIF pour l'acquisition d'un GPS RTK au profit du cadastre pour faciliter leur intervention dans les trente-deux communes d'intervention et la conception et installation des panneaux d'ancrage territorial dans les trente-deux (32) communes d'intervention des cartes et auto collants au profit du Programme d'investissement forestier (lot 02) ;

la Commission d'attribution des marchés (CAM) a déclaré l'offre de CIRAD SARL non conforme au motif que les caractéristiques fournies sont incomplètes et les prospectus fournis sont inexploitable ;

le requérant conteste cette décision de la CAM et fait valoir que les caractéristiques techniques ont été spécifiées dans le dossier d'appel d'offres et ne sauraient constituer un élément de disqualification ;

il sollicite donc de l'ORD un réexamen des résultats provisoires afin de le rétablir dans ses droits ;

sur la discussion,

considérant qu'il est reproché au requérant de n'avoir pas fourni des spécifications techniques complètes et exploitables ;

considérant que l'ORD, après avoir procédé aux vérifications nécessaires, a relevé que le requérant n'a pas fait de propositions techniques ; que son offre n'est pas précise et ferme ; que les prospectus fournis sont en anglais alors que la langue de l'offre est le français ; que c'est à bon droit que la CAM n'a pas retenu son offre ;

qu'au regard de ce qui précède, il convient de dire que la plainte du requérant n'est pas fondée et de confirmer ainsi les résultats provisoires ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que le recours de CIRAD SARL est recevable ;

-que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

-que la plainte de CIRAD SARL n'est pas fondée ; qu'en effet, il a notamment reconnu qu'il n'a pas fait de propositions techniques en réponse aux prescriptions du dossier ;

-de confirmer les résultats provisoires de la demande de cotation n°2020-06/MEEVCC/SG/PIF pour l'acquisition d'un GPS RTK au profit du cadastre pour faciliter leur intervention dans les trente-deux communes d'intervention et la conception et installation des panneaux d'ancrage territorial dans les trente-deux (32) communes d'intervention des cartes et auto collants au profit du Programme d'investissement forestier (lot 02) ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée où besoin sera.

Ouagadougou, le 28 mai 2020

La Présidente de séance

Léa ZAGRE/RIMTOUMDA
Chevalier de l'Ordre national